

[Texte]

Mr. Portelance: At the same time if they were earning \$7,000 each year, about the average salary according to this report, this would mean that \$54 million less in salaries would have been paid last year. Out of those some were going on pension. But I cannot see why, according to this report, the salaries remain about the same as last year.

Mr. MacMillan: Yes, but on the other side of the coin, as I mentioned before, we had additional wage rates during the same period of time. There are figures in here. Our additional wages, I think, were something of the order of \$40 million.

Mr. Portelance: And this was the 7.7 per cent increase that we talk about.

Mr. MacMillan: Yes.

The Chairman: Mr. Mahoney.

Mr. Mahoney: Mr. MacMillan, do I understand that your current personnel policies are to some extent guided by the anticipation that the official languages bill in its present form or something very like it will become law in the foreseeable future?

Mr. MacMillan: I do not think that is so but I remind you that quite some time ago we...

The Chairman: Mr. MacMillan, if you will allow me, while you were away a few minutes ago we had the same question and Mr. Énard brought an objection to that. The bill has not passed in the House yet, Mr. Mahoney, and I think you will have all the opportunity to discuss it then.

Mr. Mahoney: The question is capable of a yes or no answer and if the answer happens to be yes, I am going to argue that the question is very relevant indeed because we are talking about current personnel policies. If the official languages bill, Mr. Chairman, is in any way guiding their present personnel policy, then this is a matter of current interest and I submit we should be capable of following it up.

The Chairman: I think Mr. MacMillan said not at the moment.

Mr. MacMillan: I said no, not at the moment.

The Chairman: Are there any other questions. Mr. Allmand.

[Interprétation]

M. Portelance: Et en même temps, s'ils gagnaient \$7,000 par année, soit environ le salaire moyen selon ce rapport, cela vaudrait dire que 54 millions de dollars de moins en salaires auraient été versés l'an dernier. De ceux-ci certains prenaient leur retraite. Mais je ne vois pas du tout pourquoi, selon ce rapport, les salaires demeurent presque les mêmes que l'année précédente.

M. MacMillan: Oui, mais l'autre côté de la médaille c'est que comme je l'ai mentionné auparavant, nous avons eu une augmentation de salaire au cours de la même période de temps. Il y a des chiffres ici. Nos salaires supplémentaires. Je crois qu'ils étaient de l'ordre de 40 millions de dollars.

M. Portelance: Et il s'agit là de l'augmentation de 7.7 p. cent dont nous avons parlé?

M. MacMillan: Oui.

Le président: Monsieur Mahoney.

M. Mahoney: Monsieur MacMillan, ai-je bien compris que votre politique en matière de personnel à l'heure actuelle se fonde sur l'anticipation que le bill sur les langues officielles sous sa présente forme ou presque deviendra loi d'ici un avenir prévisible?

M. MacMillan: Ce n'est pas tout à fait cela à mon sens, mais je me permettrais de vous rappeler qu'il y a un certains temps, nous...

Le président: Excusez, monsieur MacMillan, pendant que vous étiez absent il y a quelques minutes, la même question, a été posée et M. Énard s'y est opposé. Le bill n'est pas encore passé à la Chambre monsieur Mahoney, et je crois que vous aurez toute l'occasion voulue pour poser des questions.

M. Mahoney: S'il s'agit d'une question à laquelle on peut répondre oui ou non et s'il arrive que la réponse est affirmative, je vais certainement m'opposer quant à savoir si elle est pertinente ou non, étant donné que nous parlons des présentes politiques concernant le personnel. Si le bill sur les langues officielles, monsieur le président, est une sorte de guide à leur présente politique en matière de personnel, il s'agit alors d'une question d'intérêt courante, et je prétends que nous devrions être capables de la poursuivre.

Le président: Je crois que M. MacMillan a dit non pas pour le moment.

M. MacMillan: J'ai dit non, pas à l'heure actuelle.

Le président: Avez-vous d'autres questions? Monsieur Allmand.